

RAPPORT SUR LE RATTACHEMENT DES POPULATIONS

Organisations Dissoutes

Nom de l'organisation	Code Org.	Ratt. Min.	Assujettie aux lois suivantes						Agent	Observations
			LRTFP	LAF	LEFP	LPFP	LLO	LAIP		
Administration de l'aide à l'agriculture des Prairies	PFA	AGR	1	6	1	S	S	0		Créée en 1940. Abolie en 1985.
Administration de l'utilisation des terrains marécageux des provinces maritimes	MMR	AGR	1	5	1	S	S	0		
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	SLS	MOT	0	3	3	S	S	1	O	Fondée en 1954; conformément à l'article 3 de la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent (L.R.C. 1985, ch. S-2); annexe III, partie I de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Sanction royale: le 11 juin 1998. Le décret du C.P. 1998-2034 fixe au mardi, 1er décembre 1998, la date à laquelle l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent est dissoute.
Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	COG	EMR	0	6	0	N	S	0		Administrateur nommé par le GEC.
Administration du pont des Milles-Iles	TIB	MOT	0	0	0	N	N	0		Incorporée en 1954 sous autorité de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du St.Laurent, S.R. 1985, c.S-2 s.3. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes, le 9 décembre 1998, abroge la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Sanction royale: le 11 juin 1998. La portion canadienne de l'Administration du pont des Milles-Iles est gérée et opère sous La Société des ponts fédéraux Limitée.
Administration du transport des grains	GTA	MOT	1	6	1	S	S	0		Changée à Bureau de l'administrateur de l'office du transport des grains (AGT).
Administration et Commission du centenaire de la nation	ACT	SEC	2	4	1	S	S	0		Créée en 1961. Changée à Commission du Centenaire (CEN) en 1963.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Aéronef de la Victoire Limitée	VAL	DMS	0	6	0	S	S	0	Incorporée sous la Loi sur le Ministère des armes et approvisionnements, 1940 c.31. Opérations terminées le 30/11/45.	
Aéronef fédéral Limitée	FAL	MOT	0	6	0	S	S	0	Incorporée sous la Loi du Ministère des armes et approvisionnements, 1940 c.31. Opérations terminées le 30/06/46.	
Agence d'examen de l'investissement étranger	FIR	RIE	1	5	1	S	S	1	Établie par la Loi sur l'examen de l'investissement étranger 1973, c.46. Abrogée par la Loi d'Investissement Canada, 1985 c.20 s.46.	
Agence de formation du personnel de la fonction publique		CES							Organisme de service spécial créé le 15/12/89. Approuvé par le Conseil du trésor le 01/04/90. La Loi C-25 (37/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 3 juin 2003, amalgame l'Agence de formation du personnel de la fonction publique, de même que le Centre canadien de gestion, pour former une nouvelle institution d'apprentissage, soit l'École de la fonction publique du Canada. Sanction royale: le 7 novembre 2003. Le décret du C.P. 2004-0366, en date du 31 mars 2004, fixe au 1er avril 2004 la date d'entrée en vigueur ou les personnes employées à l'Agence de formation du personnel de la fonction publique qui sont en fonctions sont maintenues en poste à l'École de la fonction publique du Canada. L'Agence de formation du personnel de la fonction publique a été révoqué lors de la réunion du Conseil du Trésor le 3 octobre 2005.	
Agence de surveillance du secteur pétrolier	PMA	RSN	0	5	0	S	S	3	Créée en 1980. Le projet de Loi C-44 (36/1) propose d'abroger l'Agence de surveillance du secteur pétrolier. (Loi pas adoptée due à la prorogation de la (36/1) session parlementaire.) La Loi C-40 (37/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 2 novembre 2001, abroge cet organisme. Sanction royale: le 18 décembre 2001.	
Agence de télécommunications gouvernementales		SVC							Organisme de service spécial créé le 15/12/89. Approuvé par le Conseil du trésor en Novembre 1990. Décret du C.P. 1993-1484 transfert à DSS l'ensemble des attributions.	
Air Canada	AIR	PCO	0	6	0	N	S	0	Créée en 1937. Devenue une organisation privée durant l'été 1989.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Airtransit Canada	AIC	MOT	0	6	0	N	N	0		Créée par décret du C.P. 1973-1753. Filiale d'Air Canada. Dissoute en 1976.
Approvisionnement de billot de Veener Limitée	VLS	DMS	0	6	0	S	S	0		Créée en 1942. Dissoute en 1945.
Approvisionnements de guerre Limitée	WSL	DND	0	6	0	S	S	0		Incorporée sous la Loi du Ministère des armes et approvisionnements, 1940 c.31. Charte rendue en 1946.
Approvisionnements de véhicules canadiens Limitée	CML	DSS	0	6	0	S	S	0		
Archives nationales du Canada	ARC	PCH	1	5	1	S	S	1	O	Créée sous la Loi des archives nationales en 1912. Décret du C.P. 1993-1450 nomme le ministre du SEC ministre de tutelle. Décret du C.P. 1993-1982 nomme le ministre des Communications à titre de ministre de tutelle des Archives nationales du Canada. La Loi C-36 (37/2), telle qu'adoptée par la Chambre de communes, le 28 octobre 2003, crée la Bibliothèque et Archives du Canada, qui succède aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale du Canada. N'a pas reçu la Sanction royale dû à la prorogation de la 37/02 législature. Ré-introduite sous la Loi C-8 (37/3). Réimpression du projet de loi C-36 de la deuxième session de la trente-septième législature, tel qu'adopté en troisième lecture par la Chambre des communes le 28 octobre 2003. La Loi C-8 (37/3), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 11 février 2004, dissout cet organisme. Sanction royale: le 22 avril 2004. Le décret du C.P. 2004-0731 fixe au 21 mai 2004 la date d'entrée en vigueur de la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada.
Armes légères Limitée	SAL	DMS	0	6	0	S	S	0		Incorporée en août 1940 sous la Loi du Ministère des armes et approvisionnements, 1940 c.31. Opérations terminées le 31/03/46.
Arsenaux canadiens Limitée	CAL	DSS	0	3	2	S	S	0		Créée en 1945. Privatisée en mai 1986.
Associés Mingan Limitée	MAL	IAN	0	3	0	N	S	0		Créée en 1983. Dissoute sous la Loi C-8 (34/3) d'après le décret du C.P. 1992-819 daté du 30/04/92.

Organisations Dissoutes

Nom de l'organisation	Code Org.	Ratt. Min.	Assujettie aux lois suivantes							Agent	Observations
			LRTFP	LAF	LEFP	LPFP	LLO	LAIP			
Bibliothèque nationale du Canada	NLI	PCH	1	5	1	S	S	1	O	Créée en 1953. Décret du C.P. 1993-1450 nomme le ministre du SEC ministre de tutelle. Décret du C.P. 1993-1982 nomme le ministre des Communications à titre de ministre de tutelle de la Bibliothèque nationale du Canada. La Loi C-36 (37/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 28 octobre 2003, crée la Bibliothèque et Archives du Canada, qui succède à la Bibliothèque nationale et aux Archives nationales du Canada. N'a pas reçu la Sanction royale dû à la prorogation de la 37/2 législature. Ré-introduite sous la Loi C-8 (37/3). Réimpression du projet de loi C-36 de la deuxième session de la trente-septième législature, tel qu'adopté en troisième lecture par la Chambre des communes le 28 octobre 2003. La Loi C-8 (37/3), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 11 février 2004, dissout cet organisme. Sanction royale: le 22 avril 2004. Le décret du C.P. 2004-0731 fixe au 21 mai 2004 la date d'entrée en vigueur de la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada.	
Bureau canadien de la sécurité aérienne	CAB	MOT	1	2	1	S	S	1		Créée en 1984. Remplacée par le Bureau d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (TSB) en 1990.	
Bureau d'information des consommateurs sur la taxe sur les produits et services	TIO	CCA	1	5	0	S	S	0		Créée par décret du C.P. 1990-1105. Sujette à la LRTFP tel que stipulé par le décret du C.P. 1990-1106. Abrogation d'après les décrets du C.P. 1993-1208 et 1224.	
Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain	AGT	MOT	1	5	1	S	S	1		L'Administrateur nommé par le GEC. À la suite de l'abrogation de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, le 31 juillet 1995, les fonctions de cet organisme ont été intégrées à Transports Canada.	
Bureau de l'Enquêteur spécial sur le témoignage des autochtones	IEI	OPM	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 703 (17/03/77). Abrogée par décret du C.P. 1321 (21/05/81).	
Bureau de l'enregistrement national	CRB	LAB	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 404 (23/02/18).	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Bureau de l'Inspecteur général des banques	IGB	FIN	0	6	0	S	S	0	Créée en 1925. Abolie en 1987.	
Bureau de la diversification de l'Ouest	WDO	IAN	1	5	1	S	S	0	Changée à Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest (WCO) en juin 1988.	
Bureau de la division des coordinateurs fédéraux du développement économique	WED	IAN	1	6	1	S	S	0	En 1988, fut intégrée au Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest (WCO).	
Bureau de Privatisation et des Affaires Réglementaires	PRA	FIN	1	7	1	S	S	1	Créée en 1986. Dissoute le 01/03/91 par décret du GEC 1991-417.	
Bureau de Représentation et du Directeur général des élections	RCO	PCO	1	5	1	S	S	0	Changée au Bureau du directeur général des élections (CEO).	
Bureau de services juridiques des pensions	BPA	DVA	1	6	1	S	S	1	Créée en 1971 sous la Loi des pensions. La Loi C-67 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 15 mai 1995, fait que le Bureau de services juridiques des pensions est prorogé et intégré au ministère des Anciens combattants. Sanction royale: le 22 juin 1995. Le décret du C.P. 1995-1558 fixe le 15 septembre 1995 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Bureau des Affaires Réglementaires	ORA	TBD	1	6	1	S	S	0		
Bureau des conseils en informatique	ABC	DSS	1	3	1	S	S	0	Dissoute en 1986.	
Bureau des relations fédérales-provinciales	FPR	OPM	1	5	1	S	S	1	Créée en 1975. Le 25 juin 1993, décret du C.P. 1993-1493 regroupe le Bureau du Conseil privé et le Bureau des relations fédérales-provinciales sous l'autorité de la première ministre et du greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Bureau du Canada pour le millénaire	CMB	OPM	1	5	1	S	S	1	Créée par décrets du C.P. 1998-334 à 1998-344, le 12 mars 1998. Les décrets du C.P. 2002-0184 à 2002-0191, abroge le Bureau du Canada pour le millénaire de la LAF, la LRTFP, la LEFP, et la LAIP, effectif le 31 mars 2002.	
Bureau du Commissaire à la représentation	REP	PCO	1	5	1	S	S	0	Établie par la Loi sur le Commissaire à la Représentation, S.R.1970 c.R-6. Abrogée par la Loi de 1979 sur l'organisation du gouvernement, 1979 c.13.	
Bureau du Commissaire des pénitenciers	OCP	SOL	0	6	0	S	S	0	Établie par la Loi sur les pénitenciers S.R. 1970 c.P-6. Abolie par la Loi de 1977 modifiant le droit pénal c.53.	
Bureau du Commissaire du cens électoral fédéral	ODF	SEC	0	6	0	S	S	0	Établie par la Loi du cens électoral fédéral, 1934 c.51. Abrogée par la Loi des élections fédérales, 1938 c.46.	
Bureau du Contrôleur général du Canada	OCG	TBD	1	6	1	S	S	1	Créée en 1978. Contrôleur général nommé par le GEC. Services du personnel et administratifs en commun avec TBD et FIN. En 1993, a été consolidé au Conseil du Trésor.	
Bureau du Coordinateur canadien pour les négociations commerciales multilatérales	CMT	ITC	1	6	1	S	S	0	Mandat expiré en 1979-80.	
Bureau du Directeur de l'information publique	DPI	PCO	1	6	1	S	S	0	Établie par décret du C.P. 4073 (08/12/39). Fonctions rapportées au ministère des Services nationaux de guerre par décret du C.P. 3333 (19/07/40).	
Bureau du Directeur de la Caisse des réclamations de la pollution maritime	MPF	MOT	0	6	0	N	N	0	Créée en 1971. Remplacée en 1989 par le bureau de l'Administrateur de la caisse d'indemnisation des dommages dû à la pollution causée par les navires (SSO).	
Bureau du Directeur en vertu de la Loi anti-inflation	AIA	TAX	1	5	1	S	S	0		

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Bureau du Gouvernement du Canada pour les Jeux olympiques d'hiver de 1988	OWG	NHW	1	6	1	S	S	0		
Bureau du séquestre des biens ennemis	CUS	SVC	0	6	3	S	S	1		Créée en 1943. Dissoute lorsqu'il y a eut abrogation de la Loi sur les travaux publics.
Bureau fédéral d'appel	FAB	JUS	0	6	0	S	S	0		Créée par la Loi sur les Pensions, 1927 c.157 s.50. Remplacée par le Conseil de révision des pensions.
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	FEA	DOE	0	6	0	N	N	0		Établie par DORS/84-467 le 22/06/84. Remplacée par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale mise en oeuvre sous la Loi C-13 (34/3), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 19 mars 1992.
Bureau fédéral d'organisation du marché	DMB	AGR	0	6	0	S	S	0		Établie par la Loi sur la mise en marché des produits naturels, 1934 c.57. Prononcée ultra vires en 1937.
Bureaux d'examen de l'endettement agricole	FDB	AGR	0	6	1	N	S	0		Créée en 1986 sous la Loi C-117 sur l'examen de l'endettement agricole. Bureaux d'examen établis par le décret du C.P. 1986-1761. La Loi C-38 (35/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 17 avril 1997, abroge la Loi sur l'examen de l'endettement agricole. Sanction royale: le 25 avril 1997.
Canadair Limitée	CDL	TBD	0	6	0	N	S	0		Privatisée.
Canagrex	CGX	AGR	0	3	0	S	S	0	O	Créée en 1984. Dissoute en 1987.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>							<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>			
Centre canadien de gestion	CMG	OPM	1	2	1	S	S	1	O	Créée sous le nom de Centre canadien de gestion en 1988 sous la Loi C-34 (34/2). Les membres sont nommés par le GEC. Le projet de Loi C-96 (35/1) remplace le RATT. MIN. par "Le premier ministre". La Loi C-11 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de loi C-96 (35/1) a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996. Sanction royale: le 29 mai 1996. La Loi C-25 (37/2) , telle qu'adoptée par la Chambre des communes, le 3 juin 2003, proroge le Centre canadien de gestion sous la dénomination d'Ecole de la fonction publique du Canada. Sanction royale: le 7 novembre 2003. Le décret du C.P. 2003-2105 chargeant le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada de l'application de la Loi sur le Centre canadien de gestion, à compter du 12 décembre 2003. Le décret du C.P. 2004-0366, en date du 31 mars 2004, fixe au 1er avril 2004 la date d'entrée en vigueur des articles 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 de cette loi [Projet de loi C-25], soit chapitre 22 des lois du Canada (2003).	
Centre d'information sur l'unité canadienne	CUI	DSS	1	6	1	S	S	0			
Centre de recherches pour la défense	DRE	DND	1	6	1	S	S	0		Sous l'autorité du Conseil de recherches pour la défense. Sujette aux mêmes lois.	
Centre international d'exploitation des océans	COD	EXT	0	3	0	S	S	0	N	Créée en 1985. Dissoute sous la Loi C-63 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 30/11/92.	
Centre national de planification des mesures d'urgence	NEP	DND	1	6	1	S	S	0		Établie par PM 12/03/74. Remplacée par la Protection civile Canada 11/03/88.	
Chantier maritime Québec Limitée	QSL	DMS	0	6	0	S	S	0		Créée en 1943. Dissoute en 1945.	
CN Marine Inc.	CNM	MOT	0	6	0	N	S	0		Créée en 1979. Le 27 juin 1986 le nom a changé à Marine Atlantique Inc.	
Comité canadien sur le commerce et les tarifs douaniers	TTC	ITC	1	6	1	S	S	0		Créée en 1973. Terminée en 1979 avec fin des négociations GATT.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Comité canadien sur les transports	TCM	MOT	0	6	0	N	S	0	Créée en 1967. Dissoute en 1988.	
Comité chargé d'examiner la mission et la productivité de la Société canadienne des postes	PCP	CCA	0	6	0	N	S	0	Créée en Juin 1985. Rapport publié en Novembre 1985.	
Comité consultatif canadien des médicaments vétérinaires	VDA	NHW	0	6	0	N	S	0	Créée en 1971. Annuléé par décret du C.P. 1988-677.	
Comité consultatif chargé d'étudier la gestion des établissements correctionnels	SGC	SOL	0	6	0	N	S	0	Créée le 27-07-84. Rapport soumis 30-11-84	
Comité consultatif de l'Office canadien des provendes	LFM	AGR	0	6	0	N	S	1	Créée en 1966. Dissoute sous la Loi C-8 (34/3), d'après le décret du C.P. 1991-2340 en date du 26/11/91.	
Comité consultatif de l'Office canadien du poisson salé	SFA	DFO	0	6	0	N	S	1	Créée en 1970. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, dissout ce Comité. Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement.	
Comité consultatif des Archives nationales du Canada	ARB	PCH	0	6	0	N	S	1	Créée en 1987. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, abroge ce comité Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement.	
Comité consultatif des forêts canadiennes	CFA	AGR	0	6	0	N	S	0	Remplacée par le Conseil consultatif sur le secteur forestier (FSA).	
Comité consultatif du régime de pensions du Canada	CRP	NHW	0	6	0	N	S	0	Créée en 1965. Dissoute en 1986.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Comité consultatif du statut de réfugié	RSA	EIC	0	6	0	S	S	0	Créée en 1977. Abolie le 1er janvier 1989.	
Comité consultatif national sur la jeunesse	NAY	MSY	0	6	0	N	S	0	Nommée par le Ministre 02/85. Rapport soumis 09/86.	
Comité consultatif pour la planification de la conférence économique	NEC	FIN	0	6	0	N	S	0		
Comité consultatif sur l'aéronautique	AAB	MOT	0	6	0	N	S	0		
Comité consultatif sur l'industrie forestière	FIA	RIE	0	6	0	N	S	0	Remplacée par le Conseil consultatif sur le secteur forestier.	
Comité consultatif sur l'Office de stabilisation des prix agricoles	ACG	AGR	0	6	0	N	S	1	Créée en 1958. Les membres sont nommés par le GEC. Dissoute dès l'édiction de la Loi sur la Protection du revenu agricole, 1991.	
Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire	PMX	AGR	0	6	0	N	S	0	Établie juillet 1985. Remplacée par l'Examen du processus d'homologation des pesticides.	
Comité consultatif sur le secteur privé	PSA	PCO	0	6	0	N	S	0		
Comité consultatif sur le transport des handicapés	CTH	MOT	0	6	0	N	S	0		
Comité consultatif sur le Tribunal de la concurrence	ACC	IST	0	6	0	N	S	0	Créée en 1986. Les membres sont nommés par le GEC. Dissoute en février 1992, d'après le décret du C.P. 1992-378.	
Comité d'action sur le transport des personnes handicapées	ICT	MSN	0	6	0	N	S	0	Créée en 06/85. Mandat expiré 08/89. Remplacée par le Comité consultatif sur l'accès au transport.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Comité d'examen du système de financement agricole	FDP	AGR	0	6	0	N	S	0		Créée en 1986 sous la Loi C-117 sur l'examen de l'endettement agricole. La Loi C-38 (35/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 17 avril 1997, abroge la Loi sur l'examen de l'endettement agricole. Sanction royale: le 25 avril 1997.
Comité d'expansion des entreprises	EDB	ITC	0	6	0	N	S	0		Établie par la Loi sur le Ministère de l'Industrie et du Commerce, c.969/ Loi no.2 de 1977 portant affectation de crédit. Abrogée par décret du C.P. 1983-2875.
Comité d'examen de l'Alachlor	ARA	AGR	0	6	0	N	S	0		Nommée par décret du C.P. 3224 le 29-10-85. Rapport soumis en Octobre 1987.
Comité de guerre du Cabinet	WCT	OPM	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 4017 (05-12-39). Révoquée par décret du C.P. 5915 (05/09/45).
Comité de la politique en matière de transport international	ITP	MOT	0	6	0	N	S	0		
Comité de placements Conseil des Arts du Canada	CCI	PCH	0	6	0	N	S	1		Créée en 1957. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, abroge ce comité. Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement.
Comité de revue Canada-Ontario sur l'assurance récolte	COC	AGR	0	6	0	N	N	0		Établie par O.C. 122/87 22/01/87. Rapport soumis le 05/05/87.
Comité de revue des finances agricoles	FFB	AGR	0	6	0	N	S	0		Dissoute depuis la soumission de son rapport en mai 1985.
Comité de revue des services postaux	PSR	CCA	0	6	0	N	S	0		Établie sous la Loi C-149 s.129 (27/06/88). Mandat non-renouvelé d'après le budget de février 1990. A cessé ses opérations en septembre 1990.
Comité de revue du régime de pensions du Canada	PPR	NHW	0	6	0	N	S	0		Créée en 1965. Dissoute en 1986.
Comité de surveillance des contrats du gouvernement	GCS	DSS	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 1632 (17/08/23). Fonctions remises par décret du C.P. 2798 (27/10/36).

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Comité des achats de guerre	WPC	OPM	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P.1033 (08/05/15).
Comité des transports aériens	ATC	MOT	0	6	0	N	S	0		Partie de la Commission canadienne des transports (CTC).
Comité des transports par chemin de fer	TRA	MOT	0	6	0	N	S	0		Partie de la Commission canadienne des transports. Établie par la Loi nationale sur les transports, R.S.1970 N-17. Abrogée par S.C.1987 c.34.
Comité des transports par eau	WTC	MOT	0	6	0	N	S	0		Partie de la Commission canadienne des transports (CTC). Établie par la Loi nationale sur les transports, 1967 c.69. Abrogée par S.C. 1987 c.34.
Comité des transports par pipe-line pour denrées	PTC	MOT	0	3	0	N	S	0		Établie par la Loi nationale sur les Transports 1966-67 c.69 s.2. Abrogée par la Loi nationale de 1987 sur les transports c.34.
Comité des transports par véhicule à moteur	MVT	MOT	0	6	0	N	S	0		Sous Commission canadienne du transport (CTC). Abolie par la Loi nationale de 1987 sur les transports, c.34.
Comité du fonds de bienfaisance de l'armée	ABB	DVA	0	6	0	N	N	0		Constituée sous la Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée, 1947. Dissoute au cours de l'année se terminant le 31 mars 2001.
Comité du tribunal des droits de la personne	HRT	JUS	1	6	1	N	S	1		Créée en 1985. Remplacée par le Tribunal canadien des droits de la personne, créée sous la Loi S-5 (36/1), telle qu'adoptée par le Sénat le 11 décembre 1997. Sanction royale: le 12 mai 1998.
Comité national des finances de guerre	NWF	DND	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 45 (07/01/42). Mandat expiré automne 1946.
Comité préparatoire aux négociations commerciales	CTN	EXT	1	6	1	S	S	0		Dissoute le 01-04-88.
Comité spécial sur la pornographie et la prostitution	SPP	JUS	0	6	0	S	S	0		

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Comité sur l'égalité d'accès à l'emploi pour la femme dans la Fonction publique	CEW	SEC	1	6	1	S	S	0		
Comité sur le développement économique de Montréal	MEC	IST	0	4	0	N	S	0	Établie par décision du Cabinet 25/10/85. Rapport final 11/86.	
Comité sur le fonctionnement de la Loi sur les avortements	OAL	JUS	0	6	0	N	S	0	Nommée par décret du C.P. 2305 (29/09/75). Dissoute en 1978-79.	
Comité sur les abus sexuels contre les enfants et la jeunesse	SOC	JUS	0	6	0	N	S	0	Nommée le 16/02/81. Rapport publié le 22/08/84.	
Commission (d'enquête) sur les revendications des indiens	ISC	OPM	0	5	0	S	S	0	Créée en 1969. Abolie par décret du C.P. 1977-702.	
Commission canadienne de la marine marchande	MCM	MOT	0	6	0	S	S	0	Établie en 1939 par décret du C.P. 1939-4251 remplacée par C.P. 1942-6785 (31/07/42). Abolie le 1er janvier 1947 par décret du C.P. 1946-5278 (17/12/46).	
Commission canadienne de radiodiffusion	CCR	COM	0	2	0	S	S	0	Créée par S.C. 1932 c.51. Changée à la Société Radio-Canada S.C. 1936 c.24.	
Commission canadienne des exportations	CCE	EXT	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 70 (31/01/44). Remplacée par Corporation canadienne commerciale, décret du C.P. 1218 (29/03/46).	

Organisations Dissoutes

Nom de l'organisation	Code Org.	Ratt. Min.	Assujettie aux lois suivantes						Observations	
			LRTFP	LAF	LEFP	LPFP	LLO	LAIP		Agent
Commission canadienne des grains		AGR								Créé en 1912 sous le nom de Commissaires de la commission des grains. À partir du 1er avril 1971 c'est devenu la Commission canadienne des grains (CGC). Commissaires nommés par le GEC. Annoncé comme Organisme de service spécial en février 1991. Approuvé par le Conseil du Trésor le 23/07/92. Décret du C.P. 1999-0054 désigne la Commission canadienne des grains comme "ministère" pour l'application de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique et le président de la Commission comme "administrateur général". N'est plus un OSS.
Commission canadienne des pensions	CPC	DVA	1	6	1	S	S	1	Commissaires nommés par le Ministre. La Loi C-67 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 15 mai 1995, fusionne la Commission canadienne des pensions et le Tribunal d'appel des anciens combattants. Sanction royale: le 22 juin 1995. Le décret du C.P. 1995-1558 fixe le 15 septembre 1995 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Commission canadienne des ressources en munitions	CMR	DND	0	6	0	S	S	0	Établie par les décrets C.P. 2755 du 27 novembre 1915, et C.P. 2806 du 30 novembre 1915.	
Commission canadienne des transports	CTC	MOT	1	5	1	S	S	1	Créée en 1967 par la Loi sur les Transports (S.R.C.1985 T-17). Abrogée par S.C. 1987 c.28 3e supplément. Remplacée par Office national des transports.	
Commission canadienne du prêt agricole	FLB	AGR	0	2	2	S	S	0	Établie en 1929 par S.R.C. 1952 c.36. Changée à Société du crédit agricole S.C. 1959 c.43.	
Commission canadienne du tourisme	TRS	DUS	0	6	0	N	S	0	Le décret du C.P. 1995-110, daté le 31 janvier 1995, créé cette commission. Annoncé comme organisme de service spécial en Octobre 1995.	
Commission canadienne sur la détermination de la peine	ICI	JUS	0	5	0	S	S	0	Créée sous décret du C.P. 1984-1585. Extension du mandat d'après le décret du C.P. 1986-2625.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission d'appel de l'impôt	TAP	JUS	1	5	1	S	S	0		Établie par la Loi sur l'impôt sur le revenu, S.R. 1953 c.148. Devenue la Commission de Révision de l'impôt, S.C.1970 c.11. Abolie en 1971.
Commission d'appel du droit d'auteur	CPB	CCA	0	6	0	N	S	0		Créée en 1936. Remplacée par la Commission du droit d'auteur le 1er février 1989.
Commission d'appel en matière d'impôt sur le revenu	ITB	JUS	1	5	1	S	S	0		Établie par la Loi sur l'impôt du revenu en temps de guerre, 1946 c.55. Devenue Commission d'appel de l'impôt S.R.C. 1952 c.148.
Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	NTP	IAN	0	4	4	S	S	0		Établie par la Loi sur la Commission d'Energie des territoires du Nord-ouest R.S.1952 c.196. Devenue la Commission d'Energie du nord canadien 1956 c42 s3.
Commission d'enquête concernant certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada	CIP	OPM	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 1911 (06/07/77). 3ième rapport publié en août 1981. Supplément au 3ième rapport le 30/01/84.
Commission d'enquête concernant certaines questions liées à la bande indienne de Westbank	WIB	OPM	0	5	0	S	S	0		
Commission d'enquête sur Air Canada	CAI	MOT	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 963, en date du 25 avril 1975. Rapport soumis en Octobre 1985.
Commission d'enquête sur certaines allégations concernant les pratiques commerciales de la Commission canadienne du lait	IDC	AGR	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 1586 (25/05/79). Rapport présenté le 12-05-81.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission d'enquête sur certaines opérations bancaires	IBD	OPM	0	5	0	S	S	0		Rapport soumis le 30 Octobre 1986. Décret du C.P. 1986-2470.
Commission d'enquête sur certains événements survenus à la Prison des femmes de Kingston	PRI	SOL	0	6	0	N	N	0		La commission d'enquête avait été nommée le 10 avril 1995, en vertu de la partie II de la Loi sur les enquêtes. Le rapport de la Commission fut présenté au Solliciteur général le jeudi 28 mars 1996.
Commission d'enquête sur l'accident ferroviaire de Hinton	CHT	MOT	0	5	0	S	S	0		
Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada	CBS	OPM	0	6	0	N	N	0		Décret du C.P. 1993-1977 désigne la Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada comme "ministère" et le Premier Ministre comme "ministre compétent" pour fins de l'application de la Loi sur la gestion des finances publiques. Le décret du C.P. 1995-2135 ordonne que la date à laquelle la Commission doit présenter son rapport final au GEC, soit reportée du 31 décembre 1995 au 30 septembre 1996. Le décret du C.P. 1996-1498 ordonne que la date à laquelle la Commission d'enquête doit présenter son rapport final soit reportée au 30 avril 1997. Le décret du C.P. 1997-616 reporte, du 30 avril 1997 jusqu'au plus tard huit semaines après que la Cour suprême du Canada aura rendu sa décision concernant l'appel d'une décision de la Cour fédérale du Canada au sujet de la Commission, la date à laquelle la Commission doit présenter son rapport final au gouverneur en conseil. Le décret du C.P. 1997-1812: soumission du rapport final.
Commission d'enquête sur l'assurance-chômage	IUI	EIC	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 1985-2162. Rapport soumis en novembre 1986.
Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden (Ont)	CIA	OPM	0	5	0	N	S	0		Nommée par décret du C.P. 1989-532 daté du 29-03-89. Rapport final présenté le 02/04/92 d'après le décret du C.P. 1992-668.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission d'enquête sur l'égalité en matière d'emploi	CEE	EIC	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1924 (24/06/83). Rapport présenté le 20/11/84.	
Commission d'enquête sur l'industrie pharmaceutique	IPI	CCA	0	5	0	S	S	0	Rapport soumis le 6 juin 1985. Décret du C.P. 1985-1876.	
Commission d'enquête sur l'unité canadienne	TFC	OPM	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1910 (05/07/77). Rapport soumis le 21/03/79.	
Commission d'enquête sur l'usage non-médical des drogues	IUD	NHW	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1112 (29/05/69). Rapport présenté le 14/12/73.	
Commission d'enquête sur la mise en marché du boeuf et du veau	IMB	AGR	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1 (06/01/75). Rapport présenté le 21/06/76.	
Commission d'enquête sur la politique des pêches du Pacifique	PFP	DFO	0	5	0	S	S	0		
Commission d'enquête sur la sécurité aérienne	IAS	MOT	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 2122 (03/08/90). Rapport soumis en Mai 1981.	
Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme	RCB	SEC	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1106 (19/07/63). Rapport final le 14/02/70.	
Commission d'enquête sur le contrôle bilingue de la circulation aérienne au Québec	IBS	MOT	0	5	0	S	S	0	Nommée le 28/06/76 par décret du C.P. 1588. Rapport final soumis 10/08/79 (décret du C.P. 2274).	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission d'enquête sur le déploiement des forces canadiennes en Somalie	SOM	OPM	0	6	0	N	N	0		Le décret du C.P. 1995-528 établit cette Commission d'enquête. Le décret du C.P. 1995-529 désigne cette Commission d'enquête comme "ministère" et le Premier Ministre comme "ministre compétent" pour fins de l'application de la LAF. Le décret du C.P. 1995-1273 reporte du 22 décembre 1995 au 28 juin 1996, la date à laquelle la Commission doit présenter son rapport final. Le décret du C.P. 1997-174 charge la Commission d'enquête à présenter son rapport final au plus tard le 30 juin 1997. Le décret du C.P. 1997-1252: Rapport soumis le 28 août 1997 intitulé "Un héritage déshonoré - Les leçons de l'affaire somalienne"
Commission d'enquête sur le recours aux drogues et pratiques interdites pour améliorer la performance athlétique	DAP	NHW	0	6	0	N	S	0		Nommée par décret du C.P. 2536 (31/10/88). Rapport présenté le 27/06/90.
Commission d'enquête sur le traitement salarial des députés et sénateurs	RSM	PCO	0	6	0	N	S	0		Créée en 1979. Rapport soumis le 23 mai 1985, décret du C.P. 1985-1727.
Commission d'enquête sur le travail à temps partiel au Canada	ITW	EIC	0	6	0	N	S	0		
Commission d'enquête sur les aéroports	IOA	MOT	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 3026 (05/10/73). Rapport présenté le 31/01/75.
Commission d'enquête sur les criminels de guerre	CWC	OPM	0	5	0	S	S	0		Extension du mandat au 31/12/86. Décret du C.P. 1986-2646.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission d'enquête sur les événements qui ont entraîné la désorganisation de navigation sur Grands Lacs et St-Laurent	IIC	MOT	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 308 (01/03/55). Rapport soumis par décret du C.P. 708 (20/05/58).
Commission d'enquête sur les faits reliés des allégations de conflit d'intérêts de l'Honorable S.M. Stevens	CSS	OPM	0	5	0	S	S	0		
Commission d'enquête sur les plaintes du public, la discipline interne et le règlement des griefs au sein de la GRC	CMP	SOL	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P.1338 (06/06/74) et C.P. 2415 (31/10/74). Rapport soumis le 16/01/76.
Commission d'enquête sur les pratiques de commercialisation de la pomme de terre dans l'est du Canada	MPP	OPM	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 1844 (31/05/84). Aucun rapport publié. Enquête terminée selon le décret du C.P. 3667 (15/11/84).
Commission d'établissement du Nunavut	NIC	IAN	0	0	0	S	S	1	N	Créée sous la Loi C-132 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 4 juin 1993. Sanction royale: le 10 juin 1993. A cessé d'avoir effet trois mois après l'entrée en vigueur de la constitution du territoire du Nunavut.
Commission d'étude des indemnités des parlementaires	API	OPM	0	6	0	N	S	0		Le décret du C.P. 1997-1101 en date du 31 juillet 1997 créé cette Commission et nomme les commissaires. Décret du C.P. 1998-236 informe de la présentation du rapport intitulé "Au service de la démocratie".

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission d'examen de la Loi sur le Bureau Canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	TSA	OPM	0	6	0	S	S	1	Créée en 1989. Décret du C.P. 1993-281 désigne comme ministère pour l'application de la LAF. Correction sous LRTFP. Ne fait pas partie de la LRTFP. Rapport a été soumis en janvier 1994.	
Commission d'examineurs	BOE	RSN	0	6	0	N	S	0	Créée en 1875. Les membres sont nommés par le GEC. La Loi C-31 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 6 mai 1998, substitue la Commission d'examineurs par l'association des arpenteurs de terres du Canada à titre d'organisme indépendant. Sanction royale: le 11 juin 1998. Le décret du C.P. 1999-329 fixe au 18 mars 1999 la date d'entrée en vigueur de la Loi.	
Commission d'information en temps de guerre	IBW	DND	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 8099 (09-09-42). Remplacée par le Service canadien d'information, décret du C.P. 1945-6300 (28/09/45).	
Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada	IBU	DND	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 5995 (26/10/40). Abolie par décret du C.P. 1206 (29/03/46).	
Commission d'enquête sur les prix et les revenus	PIC	CCA	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1249 (19/06/69). Mandat expiré le 30/06/72, décret du C.P. 1464.	
Commission de contrôle de l'énergie atomique	AEB	RSN	2	2	2	S	S	1	Créée en 1946. La Loi C-23 (35/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 18 février 1997, remplace la Commission de contrôle de l'énergie atomique par la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Sanction royale: le 20 mars 1997.	
Commission de contrôle des industries de guerre	WIC	MSA	Z	6	Z	S	Z	0	Créée en 1940. Cessée d'exister en 1944.	
Commission de contrôle du change étranger	FXC	FIN	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 2716 (15/09/39). Révoquée par décrets du C.P. 6771 et 6697 (14/12/51).	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission de l'énergie du Nord canadien	NCP	IAN	0	3	4	S	S	1	O	Créée en 1956. Privatisée en 1988.
Commission de la lutte contre l'inflation	AIB	FIN	1	5	1	S	S	0		Créée en 1975. Dissoute en 1988.
Commission de réforme du droit du Canada	LRC	JUS	1	6	1	S	S	1		Créée en 1971. Président et membres nommés par le GEC. Dissoute sous la Loi C-63 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 30/11/92.
Commission de révision	CDR	FIN	0	6	0	S	S	0		Créée par S.C. 1944-45, c.51. Abrogée par S.C. 1959 c.18.
Commission de révision de l'impôt	TXB	JUS	1	6	1	S	S	0		Établie par la Loi sur la Commission de révision de l'impôt, 1970 c.11. Devenue la Greffe de la Cour canadienne de l'impôt selon S.C.1983, c.158.
Commission de révision des marchés publics	PRD	DUS	1	5	1	S	S	1		Créée en 1988. Ajoutée à l'Annexe I de la Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels selon les décrets du C.P. 1991-2017 et 2018. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, dissout cet organisme. Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement.
Commission de sécurité de la Colombie Britannique	BCS	LAB	0	6	0	S	S	0		Créée par décret du C.P. 1942-1665, 04/03/42. Révoquée par décret du C.P. 1949-5638, 27/01/49.
Commission de surveillance du prix des produits alimentaires	FPB	FIN	0	5	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 1973-1239. Rapport final février 1976. Intégrée à la Commission de lutte contre l'inflation.
Commission des achats du Canada	PUR	OPM	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 1561 en date du 12 juillet 1920. Remplacée par le Comité de surveillance des contrats du gouvernement. Décret du C.P. 1632 en date du 17 août 1923.
Commission des allocations aux anciens combattants	WVB	DVA	1	6	1	S	S	1		Créée en 1936. En 1987, remplacée par le Tribunal d'appel des anciens combattants.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission des hôpitaux militaires	MHC	DND	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 1540 (30/06/15). Fusionnée avec le Ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile 1918, c.42.	
Commission des prix et du commerce en temps de guerre	WPT	LAB	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 2516 (03/09/39). Expirée en 1951.	
Commission des réclamations de guerre	WCC	FIN	0	6	0	S	S	0	Établie par décret du C.P. 3951 (31/07/51). Rapport soumis par décret du C.P. 1484 (14/03/52).	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	SRB	PCH	2	5	1, 2	S	S	1	Créée en 1967. La Loi C-25 (35/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 3 juin 2003, abroge la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique. Sanction royale: le 7 novembre 2003. Le décret du C.P. 2003-2102 modifie l'Annexe I.1 de la LAF en remplaçant la mention « Le président du Conseil privé de la Reine pour le Canada » en regard de la mention « Commission des relations de travail dans la fonction publique » par la mention « Le ministre du Patrimoine canadien », à compter du 12 décembre 2003. Le décret du C.P. 2005-0372 fixe au 31 mars 2005 la date d'abrogation de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.	
Commission du centenaire	CEN	SEC	0	4	0	S	S	0	Créée en 1963. Cessée d'exister le 1er avril 1968.	
Commission du chemin de fer transcontinental	NTR	MOT	0	6	0	S	S	0		
Commission du commerce	BOC	FIN	0	6	0	S	S	0	Créée par S.C.1919 c.37. Abrogée par S.C. 1923 c.9 s.36.	
Commission du développement et les prêts municipaux	MDL	FIN	0	2	0	S	S	0	Créée en 1963. Abolie en 1983.	
Commission du district fédéral	CDF	DPW	0	3	3	S	S	0	Établie par la Loi sur la commission du district fédéral S.C.1952 c.112. Abrogée par la Loi sur la capitale nationale, 1958 c.37.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission du havre d'Oshawa	OHC	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997 abroge la Loi sur commissions portuaires. Sanction royale: le 11 juin 1998.
Commission du havre de Belleville	BHC	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par S.C. 1952 c.34. Abrogée par S.C. 1978 c.30 s.29(1).
Commission du havre de Hamilton	HHC	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi de 1957 concernant les commissaires du havre de Hamilton. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi de 1957 concernant les commissaires du havre de Hamilton. Sanction royale: le 11 juin 1998.
Commission du havre de la Rivière Fraser	FHC	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur les Commissions de port. Sanction royale: le 11 juin 1998.
Commission du havre de Nanaimo	NAH	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur les Commissions de port. Sanction royale: le 11 juin 1998.
Commission du havre de North Fraser	NFH	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur les Commissions de port. Sanction royale: le 11 juin 1998.
Commission du havre de Port Alberni	AHC	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur les Commissions de port. Sanction royale: le 11 juin 1998.
Commission du havre de Thunder Bay	TBH	MOT	0	6	0	N	N	0		Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur les Commissions de port. Sanction royale: le 11 juin 1998.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission du havre de Toronto	THC	MOT	0	6	0	N	N	0	Constituée par la Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Commission du havre de Windsor	WHC	MOT	0	6	0	N	N	0	Constituée par la Loi sur les Commissions de port, 1964. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur les Commissions de port. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Commission du Ministère de la Défense nationale sur les activités politiques	PPA	DND	0	6	0	N	S	0		
Commission du port de Winnipeg et de St-Boniface	WSH	MOT	0	6	0	N	N	0	Incorporée par la Loi des commissaires du havre de Winnipeg et St-Boniface, 1912 c.55. Abrogée par la Loi sur les ports de pêche et de plaisance, 1978 c.30.	
Commission du service civil	CSC	SEC	1	5	1	S	S	0	Établie en 1908 par S.C. 1908. Changée à la Commission de la Fonction Publique (PSC) par S.C.1967 c.71.	
Commission du système métrique, Commission préparatoire pour la conversion au système métrique	CSM	CCA	1	6	1	S	S	1	Créée en 1971. Cessée ses opérations le 31 mars 1985.	
Commission du tarif	TAR	FIN	1	5	1	S	S	1	Créée en 1931. Abolie en 1988.	
Commission du textile et du vêtement	TCB	RIE	0	6	1	S	S	1	Créée en 1970. Abolie en 1988.	
Commission internationale des pêcheries de l'Atlantique nord-ouest	NAF	DFO	0	6	0	N	N	0	Créée en 1954. Abolie en 1988.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission internationale du grain	IGC	AGR	0	0	0	S	S	0		
Commission maritime canadienne	MAC	MOT	1	2	1	S	S	0	Créée en 1947 par S.R.C.1952 c.38. Intégrée à la Société canadienne des transports par S.C.1967 c.69.	
Commission nationale de l'inflation	NCI	FIN	1	5	1	S	S	0	Créée par décret du C.P. 635 (02/03/79). Abolie par décret du C.P. 2417 (06-09-79).	
Commission pour l'expansion du commerce extérieur	ETB	MSI	0	6	0	N	S	0	Opérationnelle du 09/81 au 12/85.	
Commission pour le soutien des prix agricoles	APS	AGR	1	2	1	S	S	0	Créée en 1946. Remplacée par l'Office de stabilisation des prix agricoles en 1958.	
Commission royale d'enquête sur l'antracite (1959)	ESA	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1293 (06/10/59). Rapport soumis le 31/08/60. Décret du C.P. 1350 (29/09/60).	
Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada	RCN	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1786 (08/04/49). Rapport soumis par décret du C.P. 2811 (01/06/51).	
Commission royale d'enquête sur l'avenir du secteur riverain de Toronto	TWC	OPM	0	5	0	S	S	0	Rapport final soumis le 21/05/92 d'après le décret du C.P. 1992-1136.	
Commission royale d'enquête sur l'emploi de pompiers sur les locomotives diesels	RCE	MOT	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 52 (07/01/57). Rapport soumis par décret du C.P. 193 (05/02/58).	
Commission royale d'enquête sur l'énergie	COE	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1386 (15/10/57). Rapport final soumis par décret du C.P. 1140 (02/09/59).	
Commission royale d'enquête sur l'industrie de l'automobile	RCA	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1047 (02/08/60). Rapport soumis par décret du C.P. 1961-922.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission royale d'enquête sur l'industrie du textile	RTI	FIN	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 223 (27/01/36). Rapport soumis le 31/03/38.	
Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement	RCG	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1269 (16/09/60). Rapport final soumis le 28/02/63.	
Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada	REU	OPM	0	5	0	S	S	0	Mandat terminé le 05/11/85.	
Commission royale d'enquête sur la fiscalité	CET	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1334 (25/09/62). Rapport soumis le 22/12/66.	
Commission royale d'enquête sur la gestion financière et l'imputabilité	FMA	FIN	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 2884 (22/11/76). Rapport soumis le 16/12/78.	
Commission royale d'enquête sur la radio et télévision	COB	COM	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1796 (02/12/55). Rapport soumis le 15/03/57.	
Commission royale d'enquête sur la réforme électorale et le financement des partis	ERF	OPM	0	5	0	S	S	0	Créée par décret du C.P. 1989-2418. Rapport final soumis le 13/02/92, selon le décret du C.P. 1992-321.	
Commission royale d'enquête sur la sécurité	RSP	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 2148 (16/11/66). Rapport soumis le 23/09/68.	
Commission royale d'enquête sur la situation financière de Terre-Neuve	CNF	FIN	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 257 (21/02/57). Rapport soumis le 31/05/58.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission royale d'enquête sur la structure des prix au Canada	RPS	OPM	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 3109 (08/07/48). Rapport soumis le 18/03/49.	
Commission royale d'enquête sur le chemin de fer du Grand Lac des Esclaves	RGS	MOT	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 705 (04/06/59). Rapport soumis le 30/06/60.	
Commission royale d'enquête sur le désastre marin de "l'Ocean Ranger"	ORM	PCO	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 819 (17/03/82). Rapport soumis d'après le décret du C.P. 1985-237.	
Commission royale d'enquête sur le pilotage	ESP	MOT	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1575 (01/11/62). Rapport soumis entre le 01/03/68 et le 05/08/75.	
Commission royale d'enquête sur le statut de la femme au Canada	RSW	OPM	0	5	0	S	S	0		
Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier	CBF	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1484 (18/10/61). Rapport soumis le 05/02/64.	
Commission royale d'enquête sur le transport et manutention du grain des Prairies	CPG	ITC	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 872 (18/04/75). Rapport soumis par décret du C.P. 86 (12/01/78).	
Commission royale d'enquête sur les coopératives	ESC	FIN	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 8725 (16/11/44). Rapport soumis le 26/11/45.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission royale d'enquête sur les écarts de prix de denrées alimentaires	SFP	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 1632 (10/12/57). Rapports soumis entre le 09-59 et le 03-60.	
Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés	RCC	PCO	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 879 (22/04/75). Rapport soumis le 17/03/78.	
Commission royale d'enquête sur les machines agricoles	CFM	AGR	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 978 (26/05/66). Rapport soumis en mars 1971.	
Commission royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction	NRT	OPM	0	5	0	N	S	0	Créée par décret du C.P. 1989-2420. Décret du C.P. 1992-2271 ordonne que le rapport au GEC soit présenter au plus tard le 15 juillet 1993. Décret du C.P. 1993-1998 soumettant le rapport final de la Commission royale sur Les nouvelles techniques de reproduction intitulé "Un virage à prendre en douceur".	
Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada	CCP	FIN	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 909 (17/06/55). Rapport final soumis en novembre 1957.	
Commission royale d'enquête sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque au Canada	CIS	DFO	0	5	0	S	S	0	Rapport intérimaire soumis le 24 janvier 1985. Décret du C.P. 1985-248. Rapport final soumis le 31 décembre 1985. Décret du C.P. 1985-2905.	
Commission royale d'enquête sur les publications	PUB	PCO	0	6	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P.1270 (16/09/60). Rapport soumis d'après le décret du C.P. 878 (15/06/61).	
Commission royale d'enquête sur les quotidiens	CON	PCO	0	5	0	S	S	0	Nommée par décret du C.P. 2343 (03/09/80). Rapport soumis le 01/07/81.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales	RCD	OPM	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 1908 (14/08/37). Rapport soumis le 03/05/40.
Commission royale d'enquête sur les revendications d'autochtones	RCI	PCO	0	5	0	S	S	0		
Commission royale d'enquête sur les révisions du code criminel	ERC	JUS	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 527 (03/02/49). Rapport présenté le 07/04/52.
Commission royale d'enquête sur les services de santé	RCH	NHW	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 883 (20/06/61). Rapport soumis en 1964-65.
Commission royale d'enquête sur les termes et conditions du service extérieur	RFS	TBD	0	6	0	S	S	0		
Commission royale d'enquête sur les transports (1948)	COT	MOT	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 6033 (29/12/48). Rapport soumis le 09/02/51.
Commission royale d'enquête sur les transports (1959)	EST	MOT	0	6	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 577 (13/05/59). Rapport soumis d'après le décret du C.P. 526 (04/04/61).
Commission royale sur le transport des voyageurs au Canada	NPT	OPM	0	5	0	S	N	0		Créée par décret du C.P. 1989-2260. Rapport final intitulé "Directions" soumis le 26/11/92 d'après le décret du C.P. 1992-2446.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission royale sur les peuples autochtones	CRA	OPM	0	5	0	S	S	0		Créée par décret du C.P. 1991-1597. Présentation d'un rapport intitulé "La réinstallation dans l'Extrême-Arctique" d'après le décret du C.P. 1994-1278. Présentation d'un rapport intitulé "Conclure des traités dans un esprit de coexistence : une solution de rechange à l'extinction du titre ancestral" d'après le décret du C.P. 1995-607. Le décret du C.P. 1996-1814 - présentation du rapport final de cette Commission.
Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada	CAH	OPM	0	5	0	S	S	0		Nommée par décret du C.P. 2001-0569 (3 avril 2001). La Commission devrait débiter le 1er mai 2001 et soumettre son rapport au Premier Ministre par novembre 2002. Le décret du C.P. 2001-0742 désigne la Commission comme « ministère » et le Premier ministre comme « ministre compétent » aux fins de l'application de la Loi sur la gestion des finances publiques. Correction à la LPFP - assujettie à la LPFP. Le décret du C.P. 2002-2027, en date du 27 novembre 2002 indique que le rapport final a été déposé.
Commission sur la construction d'un terminus maritime à Kitimat	MTK	MOT	0	6	0	N	S	0		Connue sous le nom Enquête sur les ports pétroliers de la côte ouest. Nommée par décret du C.P. 597 (10/03/77). Rapport soumis le 30/03/78.
Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales de Miramichi et d'Acadie--Bathurst	ABM	OPM	0	5	0	S	S	Z		Le décret du C.P. 2004-1196 établie la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales de Miramichi et d'Acadie--Bathurst. Le décret du C.P. 2004-1267 désigne comme ministère la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales de Miramichi et d'Acadie--Bathurst; et (b) charge le premier ministre de son administration. Le décret du C.P. 2004-1516 avise de la transmission du rapport définitif de la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales de Miramichi et d'Acadie-Bathurst.
Commission sur le transport aérien	BAT	MOT	1		1	S	S	0		Créée en 1944. Intégrée à la Commission canadienne des transports en 1967.
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	RTP	CCA	1	5	1	S	S	1		Créée en 1952. En 1986, remplacée par le Tribunal de la concurrence.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Commission sur les questions économiques et de développement	DVC	RIE	0	6	0	S	S	0		
Communication Canada	CIO	SVC	1	5	1	S	S	1	Créée sous le nom de Bureau d'information du Canada par décrets du C.P. 1996-1066 à 1996-1072 le 9 juillet 1996. Le décret du C.P. 1998-994, en date du 4 juin 1998, transfère du ministre du Patrimoine canadien au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique connu sous le nom de Bureau d'information du Canada. Les décrets du C.P. 2001-1572 à 1579 modifient, à compter du 1er septembre 2001, l'expression « Bureau d'information du Canada » par « Communication Canada ». Le décret du C.P. 2004-0098 transfère, de Communication Canada au Bureau du Conseil privé de divers secteurs de l'administration publique faisant partie de Communication Canada, à compter du 1er avril, 2004. Le décret du C.P. 2004-0100 regroupe Communication Canada avec le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux sous l'autorité du ministre et du sous-ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, à compter du 1er avril 2004.	
Compagnie de commerce Citadel Limitée	CIM	FIN	0	6	0	S	S	0	Incorporée en Juin 1940 sous la Loi du Ministère des armes et approvisionnements 1940, c.31. Opérations terminées le 15/10/45.	
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	CNR	MOT	0	6	0	N	S	0	Créée en 1919. En novembre 1995, le gouvernement a vendu la Compagnie des chemins de fer nationaux (CN) et obtenu un produit brut de 2,1 milliards de dollars, le paiement des actions étant réparti en deux versements. Le 26 novembre 1996, le gouvernement a perçu une somme de 900,9 millions de dollars constituant le dernier paiement.	
Compagnie du pont international de Cornwall Limitée	BCL	MOT	0	4	0	S	S	0	Changée à la Société du pont international de la voie maritime Limitée.	
Conseil biologique du Canada	BBC	NHW	0	6	0	S	S	0	Créée en 1912. En 1930, remplacée par le Conseil de recherches sur les pêcheries.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Conseil canadien des ministres des ressources	CRM	DOE	0	6	3	S	S	0		Remplacée par le Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement (CRE).
Conseil canadien sur l'aménagement rural	CRD	REE	1	6	1	S	S	0		Établie par S.C. 1966-67 c.11. Abolie le 31/03/79.
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	CEC	EIC	0	0	0	N	S	1		Créée en 1977 sous la Loi sur la réorganisation d'Emploi et immigration. Les membres sont nommés par le GEC. Dissoute sous la Loi C-63 (34/3) le 30/11/92.
Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme	ASW	PCH	2	6	3	S	S	1		Créée en 1976. Décret du C.P. 1993-1461 désigne le ministre de NHW comme ministre responsable. Décret du C.P. 1993-1909 désigne le ministre de Communications comme ministre chargé du Conseil consultatif de la situation de la femme. Le décret du C.P. 1995-1739 abroge le décret du C.P. 1976-781 qui établissait le Conseil consultatif, à compter du 1er novembre 1995.
Conseil consultatif de l'hygiène et de la sécurité professionnelle	CSH	LAB	0	6	0	N	S	0		
Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale	NLA	PCH	0	6	0	N	S	1		Créée en 1953. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, abroge ce conseil. Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement.
Conseil consultatif des aéroports de Montréal	MAA	MOT	0	6	0	N	S	0		Créée 01/85. Rapport présenté 09/86.
Conseil consultatif des districts bilingues	BDA	SEC	0	6	0	N	S	1		Créée en 1970. Cessée d'exister en 1977.
Conseil consultatif national sur les abus de l'alcool et de la drogue par les autochtones	NND	NHW	0	6	0	N	S	0		Dissoute le 15/06/89.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Conseil consultatif sur le secteur forestier	FSA	FOR	0	6	0	N	S	0		
Conseil d'approvisionnement de guerre	WSB	DND	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 2696 (07/10/39). Fonctions assumées par le ministère des armes et approvisionnements, décret du C.P. 1940-1438 (09/04/40).
Conseil d'entreprise de l'Atlantique	ATB	IST	0	6	0	N	S	0		Créée en 1986. Dissoute en décembre 1988.
Conseil de développement de la région de l'Atlantique	ADC	RIE	0	6	0	N	S	0		Était l'Office d'expansion économique de la région Atlantique. Créée en 1969. Dissoute le 7 décembre 1983.
Conseil de la radio-télévision canadienne	RTE	COM	1	5	1	S	S	0		Était la Commission du bureau des Gouverneurs. Établie en 1968 par S.C. 1967-68 c.25. Deviens CRTC S.C. 1976 c.49.
Conseil de recherches médicales	MRC	SHC	2	2	2	N	S	1	O	Créée en 1969. La Loi C-13 (36/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 29 mars 2000, abroge le Conseil de recherches médicales. Sanction royale : le 13 avril 2000. Le décret du C.P. 2000-0842 fixe au lundi 29 mai 2000 la date d'entrée en vigueur de cette Loi. [
Conseil de recherches pour la défense	DRB	DND	1	5	1	S	S	0		Établie par la Loi sur la Défense nationale RS 1970 c.n-4. Absorbée par DND, décret du C.P. 1974-332 (21/02/74).
Conseil de révision de la Société d'assurance-dépôts du Canada	DRC	FIN	0	6	0	N	S	0		Créée en vertu de S.R.C. 1985 c-3 s.11. Rapport soumis le 24/04/85.
Conseil de révision des pensions	PEB	DVA	1	6	1	S	S	1		Créée en 1971. En 1987, a été remplacée par le Tribunal d'appel des anciens combattants.
Conseil des achats de la défense	DPB	DND	0	6	0	S	S	0		Établie par la Loi sur les achats et le financement de la Défense, 1939 c.42. Remplacée par le Conseil des Achats de la Défense, décret du C.P. 2696 (15/09/39).

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Conseil des commissaires des transports du Canada	BOT	MOT	1	5	1	S	S	0		Créée en 1938. Intégrée à la Commission canadienne des transports (S.C. 1967 c.69).
Conseil des grains du Canada	GCC	AGR	0	6	0	N	N	0		Créée en 1969. Dissoute en 1996-97.
Conseil des ports nationaux	NHB	MOT	0	3	4	S	S	0		Créée en 1936. Abolie en 1983.
Conseil des sciences du Canada	SCC	IST	2	2	2	S	S	1	O	Créée en 1966. Ministre de IST chargé de l'administration de SCC (décret du C.P. 1990-391). Dissoute sous la Loi C-63 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 30/11/92.
Conseil du musée de guerre canadien	WMB	NMC	0	6	0	S	S	0		
Conseil du service militaire	SCM	DND	0	6	0	S	S	0		
Conseil économique du Canada	ECC	IST	2	2	2	S	S	1		Créée en 1963. Dissoute sous la Loi C-63 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 30/11/92.
Conseil national de commercialisation des produits de la ferme	NFP	AGR	1	5	1	S	S	1		Créée en 1972. Membres nommés par le GEC. Loi C-54 (34/3) a dissout cette organisation. Remplacée par le Conseil national des produits agricoles.
Conseil national de l'esthétique industrielle	NDC	RIE	0	6	0	N	S	1		Créée en 1961. Abolie en 1988.
Conseil national de la productivité	NPC	ITC	0	6	0	S	S	0		Établie par la Loi sur le Conseil national de la productivité, 1960 c.4. Abrogée par la Loi sur le conseil économique du Canada, 1963 c.11.
Conseil national du travail en temps de guerre	NWL	DND	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 8253 (21/10/41). Abolie par décret du C.P. 8253 (28/11/46).

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Conseil sur les résidences officielles	ORC	PCO	0	6	0	N	S	0		Créée en 1984. Le décret du C.P. 1996-233 abroge le décret du C.P. 1984-4057 à fin de dissoudre le Conseil sur les résidences officielles et de ce fait terminer les nominations des membres. (Février 20, 1996).
Conseils nationaux du fonds de bienfaisance de l'armée	ABF	DVA	0	6	0	N	N	0		Créée en 1947. Dissoute au cours de l'année se terminant le 31 mars 2001.
Corporation de développement Oromocto	ORO	DND	0	0	0	N	N	0		D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute.
Corporation Place du Havre Canada	CHP	MOT	0	3	0	N	S	0		Créée en 1982. Dissoute en mai 1991 sous la Loi C-8 (34/3).
Cour de l'échiquier du Canada	EXC	JUS	1	6	1	S	S	0		Établie par la Loi sur la Cour de l'Échiquier du Canada, R.S. 1952 c.98. Devenue la Cour Fédérale du Canada selon la Loi sur la Cour Fédérale 1970, c.10 2e suppl.
Département d'État au Développement économique	MED	RIE	1	5	1	S	S	0		Créée en 1978. En 1983, intégrée au Département d'État au Développement économique et régionale (MER).
Département d'État au Développement économique et régional	MER	RIE	1	5	1	S	S	1		Créée en 1983. Dissoute en date du 01/09/84.
Département d'État au Développement social	MSD	MSD	1	5	1	S	S	1		Créée en 1980. Dissoute en date du 01/09/84.
Design Canada	DCN	RIE	0	6	0	N	S	0		Connue sous le nom Prix Canada d'excellence en affaires. Rattachée au Conseil national d'esthétique industrielle. Abrogée S.C.1988 c.2.
Eldorado Aviation Limitée	EAL	PCO	0	6	4	N	S	0		Incorporée le 23/04/53 par SOR/53-319. Filiale de Eldorado Nucléaire Ltée. Dissoute par la Loi sur la réorganisation et l'aliénation d'Eldorado, 1988 c.41.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Eldorado Nucléaire Limitée	ELD	PCO	0	6	0	N	S	0	Créée en 1968. Originellement Eldorado Mining and Refining Ltée. Dissoute par la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Eldorado Nucléaire Limitée, 1988 c.41.	
Enquête sur la politique fédérale relative aux eaux	EFW	DOE	0	6	0	N	N	0	Établie 01/84 sous la Loi sur les ressources en eau du Canada, 1970 c.5 s.26 1 suppl. Rapport soumis 09-85.	
Exploitation de recherches Limitée	REL	DRS	0	6	0	S	S	0	Créée selon la Loi sur le Ministère des armes et approvisionnements, 1940 c.39. Privatisée le 31/10/46.	
Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II	QEF	NHW	0	6	0	N	S	1	Créée en 1959. Intégrée au Conseil des recherches médicales du Canada (MRC). La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, dissout ce Conseil.	
Grefe de la Cour fédérale du Canada	FCT	JUS	1	5	1	S	S	0	Ne comprend pas les juges. La Loi C-30 (37/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 février 2002, modifie par suppression cet organisme de la LAF et la LRTFP. Sanction royale: le 27 mars 2002. Le décret du C.P. 2003-0721, en date du 22 mai 2003, fixe au 2 juillet 2003, la date d'entrée en vigueur de la Loi C-30 (37-1)..	
Groupe Communication Canada	GCO	SVC	2	6	1	S	S	1	Annoncée comme Organisme de service spécial le 15/12/89. Ajoutée à la liste des secteurs de l'administration publique fédérale qui sont des employeurs distincts à compter du 01/04/93 selon le décret du C.P. 1993-426. Privatisée et transfert de propriété le 7 mars 1997.	
Groupe de consultation des citoyens sur l'avenir du Canada	CFE	OPM	0	6	0	S	S	0	Créée par décret du C.P. 1990-2347. Rapport doit être présenté au plus tard le 1er juillet 1991. Rapport présenté selon le décret du C.P. 1991-1285.	
Groupe de travail sur la situation économique de la télévision canadienne	SCT	SEC	0	6	0	N	S	0	Créée par le Ministre. Rapport soumis en mai 1991.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Habitation de guerre Limitée	WHL	DND	0	6	4	S	S	0		Incorporée par décret du C.P. 1286 (24/02/42). Changée à Construction de Défense Ltée. , décret du C.P. 5656 (22/11/50). Sous la direction la Société Centrale d'hypothèque et logement.
Imprimerie de l'État	GPB	DSS	1	5	1	S	S	0		Gérée par le Ministère de la production de la défense (DDP).
Industries de la défense Limitée	DIL	DND	0	6	0	S	S	0		Incorporée sous la Loi sur le Ministère des armes et approvisionnements, 1940 c.31. Filiale de Canadian Industries Ltd. LPFP - emploi le ou après le 1er septembre 1943 seulement.
Information Canada	INC	LAB	1	5	1	S	S	0		Créée en 1970. Abolie en 1976.
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	CPS	EXT	0	7	0	S	S	1	N	Créée en 1984. Dissoute sous la Loi C-63 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 30/11/92.
Institut de formation de Transports Canada		MOT								Organisme de service spécial créé en février 1991. Approuvé par le Conseil du trésor le 21/07/93. Effectif le 1er novembre 1996, fait partie du la commercialisation des services de navigation aérienne.
Investissement Canada	INV	DUS	1	6	1	S	S	1		Créée en 1985. Président nommé par le GEC. Ministre de IST chargé de l'organisation d'après le décret du C.P. 1990-387. La Loi C-46 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 8 décembre 1994 abroge cet agence.
Jury consultatif national sur le congé de perfectionnement	NAP	EIC	0	6	0	N	S	0		Nommée 20/07/83 sous la Loi nationale sur la formation 1980-81-82-83, c.109 s.12. Rapport soumis le 05/03/84.
La Compagnie des jeunes canadiens	CYC	PCO	0	7	4	S	N	0	N	Créée sous la Loi sur la Compagnie des jeunes Canadiens 1966-67, c.36, art. 1. La Compagnie des jeunes Canadiens est réputée être dissoute le 1er avril 1976.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Le Réseau du leadership	LDR	OPM	1	5	1	S	S	1	Créée par décrets du C.P. 1998-951 à 1998-958 en date du 3 juin 1998 pour une durée de deux ans. Le 4 février 1999 - correction au code de LAF. Les décrets du C.P. 1999-1833 à 1838 modifient le décret du C.P. 1998-953 du 3 juin 1998 en remplaçant la date d'expiration du décret par le 3 juin 2001. Décrets du C.P. 2001-609 à 2001-613 abrogent les décrets désignant Le Réseau du leadership comme ministère et le directeur comme administrateur général. Transfert des ressources et des activités de base du Réseau du Leadership au Secrétariat du Conseil du Trésor.	
Loto Canada Inc.	LOI	NHW	0	3	0	S	S	0	Créée en 1976. Abolie en 1986.	
Marine marchande de guerre Limitée	WMS	DND	0	6	0	S	S	0	Créée en 1941. En 1944, le nom a changé à Marine marchande de guerre Limitée. Dissoute en 1947.	
Mines Nanisivik Limitée	NML	IAN	0	6	0	N	N	0	Créée en 1975. Privatisée en 1986.	
Ministère d'État aux Forêts	MSR	AGR	1	6	1	S	S	1	Remplacée par le Ministère de forêts (FOR).	
Ministère d'État chargé des Affaires urbaines	UAH	UAH	1	5	1	S	S	0	Créée en 1971. Terminée en 1979.	
Ministère d'État chargé des Sciences et la Technologie	MST	MST	1	5	1	S	S	1	Créée en 1971. Services légaux proviennent de RIE. Remplacée par ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie (IST). Dissoute le 23/02/90 (OEC 1990-361).	
Ministère de l'Emploi et l'Immigration	EIC	REH	1	1	1	S	S	1	Créée en 1977. Le projet de Loi C-96 (35/1) propose d'abroger ce ministère. La Loi C-11 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de loi C-96 (35/1) a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996. Sanction royale: le 29 mai 1996. Le décret du C.P. 1996-1143 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources	EMR	EMR	1	1	1	S	S	1	Créée en 1966. La Loi C-48 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 24 novembre 1994, abroge la Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.	
Ministère de l'Expansion économique régionale	REE	REE	1	1	1	S	S	1	Créée en 1969. En 1983, intégrée au Ministère de l'Industrie et du Commerce (ITC) .	
Ministère de l'Expansion industrielle régionale	RIE	RIE	1	1	1	S	S	1	Créée en 1983. En 1990, remplacée par le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie (IST).	
Ministère de l'Industrie et du Commerce	ITC	ITC	1	1	1	S	S	1	Créée en 1969. En 1983, intégrée dans RIE.	
Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie	IST	IST	1	1	1	S	S	1	Créée sous la Loi C-3 (34/2). Loi en vigueur le 23/02/90 d'après le décret du C.P. 1990-399. La Loi C-46 (35/1) , telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 8 décembre 1994, abroge la Loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.	
Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales	CCA	DUS	1	1	1	S	S	1	Créée en 1967. Décret du C.P. 1993-1487 transfère au Ministre l'ensemble des attributions du ministre de CCA et regroupe IST et CCA sous l'autorité du ministre de IST. Le projet de Loi C-95 (35/1) propose d'abroger la Loi sur le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales. La Loi C-18 imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de Loi C-95 (35/1), telle que modifiée en comité, pour servir de document de travail à la Chambre à l'étape du rapport, a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996. Sanction royale: le 29 mai 1996. Le décret du C.P. 1996-1142 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Ministère de la production de défense	DDP	DND	1	1	1	S	S	0	Établie par la Loi sur la production de la défense S.C.1952 c.62 s.3. Abolie par la Loi sur la réorganisation du gouvernement S.C. 1969 c.28.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Ministère de la reconstruction et de l'approvisionnement	DRS	DRS	1	1	1	S	N	0	Créée par S.C. 1945 c.16. Le 18 janvier 1950 abrogée par la Loi sur le ministère des ressources et du développement 1949 c.18.	
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social	NHW	NHW	1	1	1	S	S	1	Créée en 1944. Le projet de Loi C-96 (35/1) propose d'abroger ce ministère. La Loi C-11 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de loi C-96 (35/1), a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996. Sanction royale: le 29 mai 1996. Le décret du C.P. 1996-1143 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Ministère de reconstruction	DOR	DOR	1	1	1	S	N	0	Créée en 1944. Le 1er janvier 1986, fusionnée avec le Ministère d'armes et approvisionnements (DMS) pour créer le Ministère de reconstruction et approvisionnements.	
Ministère des Approvisionnements et Services	DSS	DSS	1	1	1	S	S	1	Créée en 1969. Le projet de Loi C-52 (35/1) propose d'abroger la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services. La Loi C-7 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de Loi C-52 (35/1), a été adoptée par la Chambre des communes le 26 mars 1996. Le décret du C.P. 1996-1140 fixe au vendredi le 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Ministère des Armes et Approvisionnements	DMS	DMS	1	1	1	S	N	0	Créée en 1940. En 1946, fusionnée avec le Ministère de reconstruction (DOR) pour créer le Ministère de la reconstruction et de l'approvisionnement.	
Ministère des Assurances	INS	FIN	1	1	1	S	S	0	Établie par la Loi sur le Ministère des Assurances S.R.1985 I-14. Abolie par la Loi sur les institutions financières, etc., 1987 c.18 3e suppl.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Ministère des Communications	COM	COM	1	1	1	S	S	1	Créée en 1969. Décret du C.P. 1993-1489 transfère au SEC l'ensemble des attributions conférées au ministre des COM et regroupement des COM sous l'autorité du SEC. Décret du C.P. 1993-1902 prévoit le regroupement du Ministère des Communications et le Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté sous l'autorité du ministre et du sous-ministre des Communications. La Loi C-53 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 15 décembre 1994, abroge la Loi sur le ministère des Communications. Sanction royale: le 15 juin 1995. Le décret du C.P. 1996-1141 fixe au vendredi le 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Ministère des Forêts	FOR	EMR	1	1	1	S	S	1	Créée en 1990. Décret du C.P. 1993-1490 transfère au Ministre des FOR l'ensemble des attributions conférées au min. des FOR et regroupement de FOR sous l'autorité EMR La Loi C-48 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 24 novembre 1994, abroge la Loi sur le ministère des Forêts.	
Ministère des Imprimeries et de la Papeterie publique	DPP	DSS	1	1	1	S	S	0	Établie par la Loi sur le Ministère des Impressions et de la papeterie publiques. Abolie par la Loi de 1969 sur la réorganisation du gouvernement, c.28.	
Ministère des Postes	POD	COM	1	1	1	S	S	1	Créée en 1867. Devenue la Société canadienne des postes (CPO) en 1981.	
Ministère des Ressources et du Développement	DRD	DRD	1	1	1	S	S	0	Créée en 1950. Dissoute en 1953.	
Ministère des Travaux publics	DPW	DSS	1	1	1	S	S	1	Créé par S.C. 1867-68, c.12. Remplacé par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, effectif le 12 juillet 1996.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Ministère du Développement des ressources humaines	REH	REH	1	1	1	S	S	1	<p>Le projet de Loi C-96 (35/1) propose de constituer le ministère du Développement des ressources humaines; le ministre qui en est responsable est nommé par commission sous le grand sceau du Canada et dispose des attributions qui y sont mentionnées. Le texte prévoit en outre la nomination du sous-ministre par le GEC ainsi que diverses dispositions relativement aux fonctionnaires du nouveau ministère. La Loi C-11 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de loi C-96 (35/1), a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996.</p> <p>Sanction royale: le 29 mai 1996.</p> <p>Le décret du C.P. 1996-1143 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.</p> <p>La Loi C-23 (38/01), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 1er juin 2005, abroge la Loi sur le ministère de Développement des ressources humaines.</p> <p>Sanction royale: le 20 juillet 2005.</p> <p>Le décret du C.P. 2005-1749 fixe au 5 octobre 2005 la date d'entrée en vigueur de cette loi, chapitre 34 des Lois du Canada (2005).</p>	
Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté	MBC	COM	1	1	1	S	S	1	<p>Créée sous la Loi C-18 telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 11/05/90. Loi en vigueur le 21/04/91 d'après le décret du C.P. 1991-758. Décret du C.P. 1993-1902 prévoit le regroupement du Ministère des Communications et le Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté sous l'autorité du ministre et du sous-ministre des Communications.</p> <p>La Loi C-53 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 15 décembre 1994, abroge la Loi sur le ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté.</p> <p>Sanction royale: le 15 juin 1995.</p> <p>Le décret du C.P. 1996-1141 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.</p>	
Ministère du Revenu national		NAR	1	1	1	S	S	1	<p>La Loi C-2 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 20 avril 1994, permet de réunir, au sein d'une seule administration, les secteurs impôt et douanes et accise du ministère du Revenu national tout en conservant les mêmes attributions pour le ministre, nommé le Ministère du Revenu national.</p> <p>Sanction royale: le 12 mai 1994.</p> <p>Effectif le 1er novembre 1999, le Ministère du Revenu national est devenu l'Agence des douanes et du revenu du Canada, un organisme assujetti à la LRTFP I-II, gardant le CODE ORG. (NAR).</p>	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Ministère du Revenu national (Douanes et Accise)	CAE	TAX	1	1	1	S	S	1	Créée en 1927. Se rapporte au Ministre du Revenu national. La Loi C-2 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 20 avril 1994, permet de réunir, au sein d'une seule administration, les secteurs impôt et douanes et accise du ministère du Revenu national tout en conservant les mêmes attributions pour le ministre. Sanction royale: le 12 mai 1994.	
Ministère du Revenu national (Impôt)	TAX	TAX	1	1	1	S	S	1	Créée en 1927. Se rapporte au Ministre du Revenu national. La Loi C-2 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 20 avril 1994, permet de réunir, au sein d'une seule administration, les secteurs impôt et douanes et accise du ministère du Revenu national tout en conservant les mêmes attributions pour le ministre. Sanction royale: le 12 mai 1994.	
Ministère du Travail	LAB	REH	1	1	1	S	S	1	Créée en 1900. Décret du C.P. 1993-1488 transfère au Ministre l'ensemble des attributions du ministre de LAB et regroupe EIC et LAB sous l'autorité du ministre de EIC. Le décret du C.P. 1995-373 transfère du ministre de l'Emploi et de l'Immigration au ministre du Travail, tous les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministère de l'Emploi et de l'Immigration sous certaines attributions. Le projet de Loi C-96 (35/1) propose d'abroger ce ministère. La Loi C-11 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de loi C-96 (35/1), a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996. Sanction royale: le 29 mai 1996. Le décret du C.P. 1996-1143 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	MFN	DUS							Cette organisation est inscrite au système pour fin administrative seulement.	
Ministre d'État (Santé publique)	MPH	SHC							Cette organisation est inscrite au système pour fin administrative seulement.	
Ministre du Travail	MLT	REH							Pour fins administratives seulement.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Ministre pour le Commerce international	MSI	EXT						N		Pour fin administrative seulement. La Loi C-47 (35/1) , telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 8 février 1995, modifie le nom de Ministre pour le Commerce extérieur à Ministre pour le Commerce international. Effectif le 12 décembre 2003, ce code ne sert plus puisqu'il y a un Ministère du Commerce international qui est créé.
Mode Canada	FCN	RIE	0	6	0	N	S	0		Rattachée au Conseil national de l'esthétique industrielle. Dissoute le 01/03/88 par S.C.1988 c.2.
Musées nationaux du Canada	NMC	COM	1	2	1	S	S	1		Créée en 1927. Dissoute le 01/07/90 avec l'entrée en vigueur de la Loi C-12.
Nordion Internationale Inc.	NII	FIN	0	6	0	S	N	0		Privatisée sous la Loi C-13 (34/2) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 12/12/89. Ajoutée à l'annexe de la LPFP (minute du CT 810829 (30/03/89).
Office canadien de l'aide mutuelle	MAB	EXT	0	6	0	S	S	0		Établie en 1943 par S.C. 1943 c.17. Fonctions remises au Ministère d'Echange et commerce 07/03/46 par décret du C.P.767.
Office canadien des provendes	LFB	AGR	1	3	1	S	S	1		Créée en 1966. Dissoute sous la loi C-8 (34/3) d'après le décret du C.P. 1991-2340 en date du 26/11/91.
Office canadien du charbon	DCB	EMR	1	2	1	S	S	0		Établie par S.C. 1947,c. 57; R.S.C. 1952 c.86. Dissoute par S.C.1970 c.29.
Office canadien du poisson salé	SFC	DFO	0	3	0	S	S	1	O	Créée en 1970. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, dissout cette Corporation. Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement.
Office canadien pour un renouveau industriel	CIR	RIE	0	6	0	N	S	0		Créée en 1981. Dissoute en 1986.
Office d'expansion économique de la région Atlantique	ADB	RIE	1	6	1	S	S	0	O	Établie par S.C. 1962-63 c.10. Abrogée par S.C. 1968 c.28 s.105.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Office de commercialisation des produits de la ferme (divers)	FPM	AGR	0	6	0	S	N	0		Créée en 1972. La Loi C-54 (34/3) a dissout cette organisation. Remplacée par les Offices de promotion et de recherche.
Office de stabilisation des prix agricoles	ASB	AGR	1	2	0	S	S	1		Créée en 1958. Président et vice-présidents sont nommés par le GEC. Dissoute dès l'édiction de la Loi sur la Protection du revenu agricole, 1991.
Office des eaux du territoire du Yukon	YWB	IAN	0	6	0	N	S	1		Créée en 1972. Tombe sous la Loi sur les eaux du Yukon d'après la Loi C-52 telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 15/06/92. La Loi C-39 (37/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes, le 3 décembre 2001, abroge la Loi sur les eaux du Yukon. Sanction royale: le 27 mars 2002. Le décret du C.P. 2003-0394, en date du 27 mars 2003, fixe au 1er avril 2003, la date d'entrée en vigueur.
Office des indemnisations pétrolières	PCB	EMR	1	6	1	S	S	1		Créée en 1978. En 1979, l'Office a retournée à son ancien nom Office de répartition des approvisionnements d'énergie qui existe toujours.
Office des normes du gouvernement du Canada	GSB	DSS	1	6	1	S	S	1		Changée à l'Office des normes générales du Canada.
Office des prix des produits de la pêche	FPS	DFO	0	2	0	S	S	1	O	Créée en 1947. Le projet de Loi C-44 (36/1) propose de dissoudre cet Office. (Loi pas adoptée due à la prorogation de la (36/1) session parlementaire.) La Loi C-43 (37/1), telle qu'adoptée par la Chambre des Communes le 12 avril 2002, abroge l'Office des prix des produits de la pêche. Sanction royale: le 13 juin 2002. Le décret du C.P. 2002-1253 fixe au lundi, 22 juillet 2002 la date d'entrée en vigueur de cette Loi [PROJET DE LOI C-43].
Office des produits agricoles	APB	AGR	0	6	0	N	N	1		Créée en 1951. La Loi C-34 (35/2), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 17 avril 1997, abroge la Loi sur L'Office des produits agricoles, entrant en vigueur le 1er janvier 1997. Sanction royale: le 25 avril 1997.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Office des vivres du Canada	CFB	AGR	0	6	0	S	S	0		Créée par décret du C.P. 344, 11/02/18. Pouvoirs transférés à une autorité ministérielle par décret du C.P. 1918-344, 11/02/18.
Opérations du service de sécurité de la GRC	RSS	SOL	0	6	4	N	S	0		Changée au Service canadien de renseignements de sécurité (CSI).
Organisation des mesures d'urgence	EMO	ITC	1	5	1	S	S	0		Établie par décret du C.P.1041 (08/06/65). Changée à Planification des mesures d'urgence Canada, avril 1974.
Outils de coupage et jauge Limitée	CTG	DMS	0	6	0	S	S	0		Créée en 1941. Dissoute en 1945.
Paquebots nationaux du Canada Limitée (Service des Antilles)	CNS	MOT	0	3	0	N	S	0		Créée en 1927. Dissoute le 17/06/92 (Certificat 010538-4) aux termes de la loi régissant les Sociétés par actions du régime fédéral.
Park Steamship compagnie Limitée	SCL	MOT	0	4	0	N	S	0		Créée en 1942. Incorporée sous la Loi sur le Ministère des armes et approvisionnements, sc 1940 c.31.
Pêcheries Canada Inc.	PCN	RIE	0	3	4	N	S	0		Privatisée.
Pétrole de guerre Limitée	WOL	DND	0	6	0	S	S	0		Créée en 1943. Dissoute en 1945.
Polysar Limitée	PLY	PCO	0	6	0	S	N	0		Était jusqu'en 1970 la Société Polimer Limitée. D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute.
Produits de la mer national Ltée	NSP	FIN	0	0	0	N	N	0		Fusionnée en 1967 en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse. En décembre 1997, the gouvernement du Canada a vendu toutes ses actions de Produits de la mer national Ltée.
Produits internationaux de la pêche	FPI	TBD	0	6	0	N	N	0		Créée en 1984. Privatisée en 1987.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Protection civile Canada	EPC	DND	1	5	1	S	S	1	Créée en 1988. Directeur exécutif nommé par le GEC. La Loi C-65 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 juin 1995, abroge cet organisme. Le décret du C.P. 1995-1840 fixe le mercredi, 1er novembre 1995, la date d'entrée en vigueur de la Loi sur l'organisation du gouvernement. Le décret du C.P. 2004-0873 charge le Solliciteur général du Canada de l'application de cette loi; et abroge le décret C.P. 1988-2287; à compter du 20 juillet 2004. Correction le 23-11-2004. La dernière observation inscrite qui commence par : "Le décret du C.P. 2004-0873..." ne devrait pas apparaître puisque l'organisme est bel et bien dissout.	
Recherche Turbo Limitée	TRL	DMS	0	6	0	S	S	0	Créée en 1944. Opérations terminées le 31/07/46.	
Registry of the Tax Court of Canada	TCC	JUS	1	5	1	S	S	1	Ne comprend pas les juges. La Loi C-30 (37/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 22 février 2002, modifie par suppression cet organisme de la LAF et la LRTFP. Sanction royale: le 27 mars 2002. Le décret du C.P. 2003-0721, en date du 22 mai 2003, fixe au 2 juillet 2003, la date d'entrée en vigueur de la Loi C-30 (37/1).	
Ressources Eldor Limitée	ERL	PCO	0	6	0	N	S	0	Incorporée en 1978 sous le nom Uranerz Canada limitée. Filiale de Eldorado Nucléaire Ltée. Dissoute par c.41 S.C. 1988.	
Ressources Eldorado Limitée	ELR	PCO	0	6	0	N	S	0	Fusionnée avec Eldor Resources Ltée. le 29/09/88.	
Revenu maîtres de poste et adjoints	POR	DUS	0	6	0	S	S	0	D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute.	
Secrétariat canadien d'habitat	CHS	UAH	1	6	1	S	S	0	Créée en soutien de la Conférence des Nations Unies sur les Établissements humains tenue à Vancouver en 1976. Dissoute en juin 1976.	

Organisations Dissoutes

Nom de l'organisation	Code Org.	Ratt. Min.	Assujettie aux lois suivantes						Agent	Observations
			LRTFP	LAF	LEFP	LPFP	LLO	LAIP		
Secrétariat d'État du Canada	SEC	SEC	1	1	1	S	S	1		Créée en 1867. Le projet de Loi C-96 (35/1) propose d'abroger ce ministère. La Loi C-11 (35/2) imprimée, conformément à un ordre adopté le 4 mars 1996, dans le même état où était le projet de loi C-96 (35/1), a été adoptée par la Chambre des communes le 23 avril 1996. Sanction royale: le 29 mai 1996. Le décret du C.P. 1996-1143 fixe au vendredi 12 juillet 1996 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.
Secrétariat de coordination fédérale pour Expo 86	FCS	MOT	1	6	1	S	S	0		Créée en 1984.
Secrétariat de la Commission canadienne de tourisme		DUS								Organisme de service spécial. Approuvé par le Conseil du trésor en Octobre 1995. Le projet de Loi C-75 (36/1) propose de constituer la Commission canadienne du tourisme une société d'état. Réintroduite sous le projet de Loi C-5 (36/2). La Loi C-5 (36/2) a été adoptée par la Chambre des communes le 13 juin 2000. Sanction royale: le 20 octobre 2000. Le décret du C.P. 2000-1805 fixe au mardi 2 janvier 2001 la date d'entrée en vigueur de la Loi sur la Commission canadienne du tourisme [projet de Loi C-5].
Secrétariat de la privatisation	PSF	TBD	0	6	0	N	S	0		
Services de santé au travail et d'hygiène du milieu		SHC								Organisme de service spécial. Approuvé par le Conseil du Trésor le 12/12/96. En 2000, a cessé d'être un OSS.
Sociata a Responsibilita Limitata Immobiliere San Sebastiano	ISS	EXT	0	3	0	N	S	0		Créée en 1984. Dissoute en 1987.
Société canadienne de brevets et d'exploitation Limitée	PDL	IST	0	3	0	S	S	3	O	Créée en 1947. Provision sous la Loi C-8 (34/3) telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 23 mai 1991 pour dissolution. Décret du C.P. 1993-1571 fixe le 1er août 1993 la date d'entrée en vigueur supprimant celle-ci des annexes de certaines lois.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>							<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>			
Société canadienne de stabilisation du sucre Limitée	SSC	AGR	0	2	0	S	S	0		Établie en 1947 par décret du C.P. 1947-328 (28/01/47). Révoquée par décret du C.P. 1950-1270 (14/03/50).	
Société canadienne des paris sportifs	CSP	NHW	0	3	0	S	S	0	O	Créée en 1984. Dissoute en 1986.	
Société canadienne des ports	PCC	MOT	0	4	3	S	S	1	O	Constituée en 1983; en vertu de la Loi sur le conseil des ports nationaux (L.R.C. 1970, N-8, a. 3); reconstituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la Société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société canadienne des services de télécommunication transmarines	OTC	COM	0	2	0	S	S	0		Établie en 1949 par R.S.C. 1952 c.42. Changée à Téléglobe Canada par S.C. 1975 c.77.	
Société canadienne sur l'exposition universelle de 1967	CWE	ITC	0	6	0	S	S	0		Établie par S.C. 1962 c.12. Liquidée S.C. 1969 c.1. Abrogation finale S.C. 1984 c.40 s.12.	
Société coopérative de l'énergie	CEX	RSN	0	6	0	N	N	0		Créée en 1982. Dissoute en 1994-95.	
Société d'assurance des crédits à l'exportation	ECL	EXT	0	4	4	S	S	0		Établie par la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, 1944-45 c.105. Changée à Société pour l'expansion des exportations S.C. 1969 c.39.	
Société de construction des musées du Canada Inc.	CMU	DPW	0	3	0	N	S	0		Créée en 1982. Dissoute en mai 1991 sous la Loi C-8 (34/3). Responsabilités présent par la Société immobilière du Canada Limitée (CLC).	
Société de développement du Canada	CDV	PCO	0	6	0	N	N	0		Créée en 1971. Privatisation complétée en Octobre 1987.	
Société de disposition des biens de la Couronne	CAD	DSS	0	2	4	S	S	1		Créée en 1949. En 1985, a été intégrée au Ministère d'approvisionnement et services (DSS).	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Société de Havilland aviation du Canada Limitée	HAC	RIE	0	6	0	N	S	0		Privatisée.
Société de l'Office canadien des provendes	CLB	AGR	0	3	0	S	S	1		Créée en 1966. Dissoute sous la Loi C-8 (34/3) d'après le décret du C.P. 1991-2340 en date du 26/11/91.
Société de la Commission mixte internationale	IJX	EXT	0	6	0	S	S	0		Section canadienne. La Commission apparaît dans la section 2 sous LRTFP 1-1.
Société de la stabilisation des prix des denrées Limitée	PRS	FIN	0	3	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 7475 (26/08/42). Révoquée par décret du C.P.1270 (14/03/50).
Société des approvisionnements alliés de guerre	AWS	DSS	0	6	0	S	S	0		Incorporée le 23/07/40. Liquidée le 25/06/46.
Société des biens de guerre	WAC	DND	0	6	0	S	S	0		Établie par décret du C.P. 9108 (29/11/43) et la Loi sur les biens en surplus de la Couronne 1944 c.21. Changée à Société de disposition des biens de la couronne 1949 c.38.
Société des métaux de guerre	WMC	DMS	0	6	0	S	S	0		Incorporée sous autorité de la Loi du Ministère des armes et approvisionnements, 1940. Opérations terminées le 31/08/45.
Société des transports du Nord Limitée	NTC	MOT	0	4	0	N	S	0		Créée en 1944. Privatisée en 1985.
Société du logement des Territoires du Nord-Ouest	NHC	IAN	0	6	0	S	S	0		
Société du pipe-line du Nord de l'Ontario	NOP	ITC	0	6	0	S	S	0	O	Établie par la Loi sur la société de la Couronne Northern Ontario PipeLine, 1956 c.10. Abrogée par la Loi de dissolution S.C. 1968 c.31.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>							<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>			
Société du Port de Halifax	PHC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Constituée par lettres patentes de 1984, en vertu du paragraphe 25(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes abroge la Loi sur la Société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société du Port de Montréal	PMC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Créée en 1983; lettres patentes en vertu du paragraphe 25(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la Société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société du port de Prince Rupert	PRC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Créée en 1984; lettres patentes en vertu du paragraphe 25(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la Société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société du port de Québec	PQC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Créée en 1984; lettres patentes en vertu du paragraphe 25(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la Société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société du port de Saint John (Nouveau Brunswick)	POC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Créée en 1986; lettres patentes en vertu du paragraphe 25(1) de la Loi sur la société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société du port de St. John's (Terre-Neuve)	PJC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Créée en 1985; lettres patentes en vertu du paragraphe (25)(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la Société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>							<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>			
Société du port de Vancouver	PVC	MOT	0	4	3	S	S	0	O	Créée en 1983; lettres patentes en vertu du paragraphe 25(1) de la Loi sur la société canadienne des ports (L.R.C. 1985, ch. C-9); annexe III, partie II de la LAF; mandataire de Sa Majesté. La Loi C-9 (36/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 9 décembre 1997, abroge la Loi sur la société canadienne des ports. Sanction royale: le 11 juin 1998.	
Société Edmonton Northlands	ENC	IAN	0	0	0	N	N	0		D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute.	
Société Eldorado Mining and Refining Limitée	ELM	PCO	0	4	0	N	S	0		Créée en 1944. Incorporée par lettres patentes le 30/06/45. Devenue Eldorado Nucléaire Ltée. par lettres patentes le 05/06/68.	
Société Harbourfront	HFC	DPW	0	3	0	N	S	0		Créée en 1912. Provision pour dissolution sous la Loi C-8 (34/3). Décret du C.P. 1993-1354 renomme comme Queens Quay West Land Corporation.	
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	CLM	DPW	0	6	0	S	S	1		Créée en 1981. Dissoute par la Société immobilière du Canada Limitée sous la LAF, par décret du C.P. 1991-799. (Minute du CT 816239).	
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.	CLQ	SVC	0	3	0	N	S	1		Créée en 1981. Filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada Limitée. A cessé ses opérations le 31 mars 1988. Décret du C.P. 1993-1455 nomme le ministre de DSS ministre de tutelle. Une décision est à prendre en ce qui concerne la dissolution en attendant la résolution de certaines affaires légales. Dissoute le 20 avril 1998.	
Société inter-port de Québec	SIQ	DUS	0	6	0	N	N	0		Créée en 1981. Fin de l'entente prévue pour 31-03-93. D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute en 1988-89.	
Société Market Square	SQC	SVC	0	0	0	N	N	0		D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute.	
Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale	PCI	FIN	0	3	0	S	S	0		Créée en 1981. Dissoute d'après le décret du C.P. 1992-571 du 27/03/92.	
Société Polymer Limitée	PCL	FIN	0	4	4	S	N	0		Était Fairmont Company Limited. Établie par décret du C.P. 2369 (27/03/42). Changée à Polysar Ltée. en 1970.	

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>						<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>		
Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador	NLD	SEN	0	6	0	S	N	0		Créée en 1972. D'après le Secteur des Sociétés d'État, cette organisation est dissoute.
St. Anthony Fisheries Limitée	SAF	DFO	0	3	0	N	S	0		Créée en 1982. Dissoute en 1987.
Teleglobe Canada	TEL	FIN	0	4	0	S	S	0	O	Privatisée. Décret du C.P. 1993-1384 proclame le 28 juillet 1993, date d'entrée en vigueur.
TéléSAT Canada	TLC	COM	0	6	0	N	N	0		Créée en 1969. Privatisation suite à la Loi C-38 (34/3) adoptée par la Chambre des communes le 11/12/91, d'après le décret du C.P. 1992-629 du 27/03/92.
Theratronics internationale Limitée	TIL	FIN	0	6	0	S	N	0		Incorporée sous décret d'autorisation (EACL) C.P.2230 23/09/88. Privatisée par la Loi C-13 telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 12/12/89.
Tribunal anti-dumping	ADT	FIN	1	6	1	S	S	0		Créée en 1969. Devenue Tribunal canadien des importations. Décret du C.P. 1984-3419 abolit la Loi anti-dumping.
Tribunal canadien des importations	CIT	FIN	1	6	1	S	S	1		Créée en 1984. Dissoute en 1988.
Tribunal central d'appel	TCA	OPM	0	6	0	S	S	0		
Tribunal d'appel de la lutte contre l'inflation	AIT	JUS	1	6	1	S	S	0		Créée en 1975. Dissoute le 10 décembre 1983.
Tribunal d'appel des anciens combattants	BWV	DVA	1	6	1	S	S	1		Créée en 1987. Membres nommés par le GEC. La Loi C-67 (35/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 15 mai 1995 fusionne la Commission canadienne des pensions et le Tribunal d'appel des anciens combattants. Sanction royale: le 22 juin 1995. Le décret du C.P. 1995-1558 fixe le 15 septembre 1995 la date d'entrée en vigueur de cette Loi.

Organisations Dissoutes

<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Code Org.</i>	<i>Ratt. Min.</i>	<i>Assujettie aux lois suivantes</i>							<i>Agent</i>	<i>Observations</i>
			<i>LRTFP</i>	<i>LAF</i>	<i>LEFP</i>	<i>LPFP</i>	<i>LLO</i>	<i>LAIP</i>	<i>Agent</i>		
Tribunal de l'aviation civile	CAT	MOT	1	5	1	S	S	0		Créée en 1986. Président et membres nommés par le GEC. La Loi C-34 (37/1), telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 26 octobre 2001, remplace le Tribunal de l'aviation civile par le Tribunal d'appel des transports du Canada. Sanction royale : le 18 décembre 2001. Le décret du C.P. 2003-0934 en date du 12 juin 2003, fixe le 30 juin 2003, la date d'entrée en vigueur de cette Loi.	
Uranium Canada Limitée	UCL	EMR	0	3	0	S	S	1		Créée en 1971. Dissoute en 1985.	